

AVIS AU PUBLIC

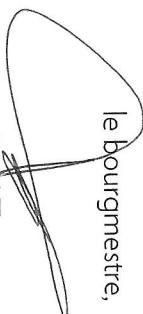
Niederanven, le 16 octobre 2025

Conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que par décision du Ministre ayant dans ses attributions l'Environnement du 23 septembre 2025 (Autorisation N° **3B/25/0026**) la société **KUHN CONSTRUCTION S.A.** a obtenu l'autorisation relative à l'exploitation d'un chantier d'excavation dans la roche à Oberanven, 60, rue du Scheid.

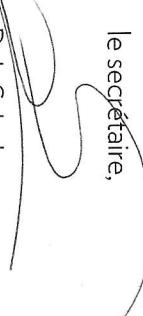
Le dossier est déposé pour inspection à la mairie de Niederanven, 18, rue d'Ernster, L-6977 Oberanven à partir du 16 octobre 2025 pendant 40 jours.

Conformément à l'article 19 de la loi du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la Constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision d'autorisation par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir du jour de la publication de la présente décision.

Pour le collège échevinal,

le bourgmestre,

Fred Ternes



le secrétaire,

Bob Scholtes

AVIS AU PUBLIC

Niederanven, le 16 octobre 2025

Conformément à la loi modifiée du 10 juin 1999 relative aux établissements classés, il est porté à la connaissance du public, que par décision du Ministre ayant dans ses attributions le Travail du 3 octobre 2025 (Autorisation N° **3A/2025/3003/174**) Monsieur **Klemens SCHEIDELER** a obtenu l'autorisation relative à l'exploitation d'un monte-escaliers à Rameldange, 7, Am Appelwee.

Le dossier est déposé pour inspection à la mairie de Niederanven, 18, rue d'Ernster, L-6977 Oberanven à partir du 16 octobre 2025 pendant 40 jours.

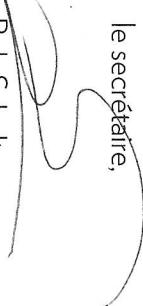
Conformément à l'article 19 de la loi du 10 juin 1999 susmentionnée, à la loi du 12 juillet 1996 portant révision de l'article 95 de la Constitution et à la loi modifiée du 7 novembre 1996 portant organisation des juridictions de l'ordre administratif, un recours peut être interjeté contre la présente décision d'autorisation par ministère d'avoué auprès du tribunal administratif. Ce recours doit être introduit sous peine de déchéance dans un délai de quarante jours à partir du jour de la publication de la présente décision.

Pour le collège échevinal,

le bourgmestre,

Fred Ternes



le secrétaire,

Bob Scholtes